

NEWS Solidarnosc

Bi-mensuel

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

15-29 février 1988
n° 107

POURSUITE DE LA REPRESSION CONTRE NSZZ "SOLIDARNOSC"

LORS D'UNE ACTION policière nationale, les autorités ont interpellé le 20 février 7 des 10 membres de la Commission Nationale Exécutive (KNW) de NSZZ "Solidarnosc", (W. Fraszyniuk, S. Jurczak, S. Weglarczyk, B. Lis, A. Tokarczuk, A. Stawikowski, ainsi que le porte-parole J. Onyszkiewicz), pour les empêcher de participer à une réunion de travail avec Lech Walesa à Gdansk. Libérés au bout de 48h, les leaders syndicaux ont été mis en garde, sous peine de poursuite, de toute autre réunion. Commentant ces interpellations, Lech Walesa a déclaré: "Les autorités ne savent rien faire d'autre que d'arrêter les gens. Le pouvoir est tellement faible qu'il a peur de tout. Il faut qu'il sache qu'il ne nous barrera pas la route et que son travail de destruction ne durera pas éternellement". Par cette action, le pouvoir trahit son appréhension des inévitables réactions sociales qu'entraîne le programme de réforme économique, limité à de sévères hausses de prix. Après celles du 1er février, de nouvelles augmentations interviendront en mars et avril prochains; elles relanceront la spirale inflatoire (le gouvernement prévoit 36% d'inflation cette année) et conduiront à la paupérisation de larges groupes sociaux. Refusant d'entendre la voix de l'opinion publique, exprimée par le désaveu du référendum et par les appels de NSZZ "Solidarnosc", le pouvoir s'obstine à gouverner contre la population. L'existence de NSZZ "Solidarnosc" et l'engagement de ses membres malgré les répressions prouvent qu'un tel mode de gouvernement n'est plus possible en Pologne. Cette action répressive, la première de cette importance depuis l'amnistie de 1986, a entraîné des réactions de nombreux syndicalistes étrangers. Dans un message adressé au général W. Jaruzelski, Mr Luis Anderson, Secrétaire-Général de l'Organisation Régionale Inter-Américaine des Travailleurs (ORIT) souligne que "... l'action policière montre qu'il n'y a pas eu de changement dans la politique officielle de répressions contre toutes les activités indépendantes et que cette action dément les déclarations gouvernementales de normalisation et de démocratisation. L'ORIT demande la libération immédiate et inconditionnelle de tous les leaders de NSZZ "Solidarnosc" arrêtés et la fin des répressions contre ceux qui luttent pacifiquement pour le respect des droits humains et syndicaux fondamentaux en Pologne". Au nom du Syndicat, le Bureau de Coordination remercie les syndicalistes étrangers pour leur intervention.

--*-*

LES MILITANTS SYNDICAUX de NSZZ "Solidarnosc" Rurale (RI) qui ont participé le 21 février à un meeting de commémoration des Accords de Rzeszow-Ustrzyki, ont également été l'objet de semblables interpellations et mises en garde contre toute poursuite de leurs activités syndicales.

LECH WALESA qui doit conduire une délégation de NSZZ "Solidarnosc" (Bogdan Lis, Wladyslaw Fraszyniuk et Bronislaw Geremek) au 14ème Congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres à Melbourne en mars prochain, tente d'obtenir un visa pour y participer. Jusqu'ici, les Chantiers Navals Lénine où il est employé comme électricien, refusent de lui accorder un congé, prétexte qui permet aux autorités de ne pas lui délivrer de passeport. Le 25 février, les autorités ont informé Wladyslaw Fraszyniuk que sa demande de passeport était rejetée. Le pouvoir polonais n'est pas le seul à empêcher des représentants syndicaux à participer au congrès de leur internationale, droit garanti par les conventions de l'OIT. La dictature chilienne tente d'empêcher Manuel Bustos, président du Commandement National des Travailleurs, de se rendre à Melbourne en engageant contre lui des poursuites. Il a été condamné à 451 jours de prison pour avoir appelé à une grève

générale le 7 octobre dernier et est en liberté provisoire. Il est à présent l'objet de poursuites devant une cour militaire pour "avoir difamé les forces armées". Les responsables de la CISL ont appelé leurs syndicats affiliés à engager une campagne de protestations dans leur pays respectif, pour exiger des autorités polonaises le respect des lois et conventions internationales. Ainsi, les syndicalistes australiens de l'Association des Métallurgistes Fédérés ont lancé une action, informant le gouvernement polonais que "cette petite vengeance contre Mr Walesa" sera considérée comme un affront au mouvement syndical australien qui pourrait entraîner une campagne médiatique contre "les intérêts polonais en Australie".

DES MANIFESTATIONS ETUDIANTES réclamant la relégalisation de l'Association Indépendante des Etudiants (NZS) et protestant contre les hausses des prix ont rassemblé mille étudiants à Cracovie et trois mille à Varsovie les 17 et 19 février. Le NZS fut une des premières associations indépendantes créées après les Accords d'Août 80; le NZS fut délégué durant l'état de guerre. Depuis, l'action étudiante s'est réorganisée dans la clandestinité.

40 P. 12007

LES MILITANTS de NSZZ "Solidarnosc" de l'entreprise DOLMEL à Wroclaw ont publié une déclaration sur les hausses de prix. Ce document, dont voici des extraits, reflète les sentiments des travailleurs qui refusent les mesures gouvernementales. En refusant leur confiance, les travailleurs revendiquent une véritable réforme, dont le point de départ est l'engagement d'un dialogue avec NSZZ "Solidarnosc".

1. Les hausses de prix ne garantissent qu'une chose: une inflation galopante accompagnée d'une chute des revenus réels, entraînant une détérioration du marché et de l'économie. La condition sine qua non du rétablissement d'un équilibre du marché est une véritable réforme avec en corollaire des ajustements de prix. Les mesures actuelles sont des hausses de prix seules, sans aucune réforme. Cela relancera la spirale inflatoire.

2. L'impact des hausses de prix est plus important sur les travailleurs que sur ceux qui les exploitent, c-à-d la nomenklatura du parti, l'armée et la police. Notre travail est la matière première la moins chère en Pologne. Le travail comme élément des coûts de production place la Pologne en dernière place en Europe. Les conditions de vie des travailleurs sont déplorables, au contraire de celles de ceux qui profitent de ce travail. Ils bénéficient de nombreux privilèges, de hauts salaires, de magasins réservés et de soins médicaux spéciaux. L'armée bénéficie toujours davantage de "jouets" coûteux et la police de plus en plus de véhicules équipés, de radios japonaises et de matériel anti-émeutes, achetés en dollars. De plus, les fonctionnaires militaires et de la police reçoivent de substantielles hausses de salaires.

3. Les mesures de compensation des hausses, introduites par les autorités, entraîneront une nouvelle paupérisation de la société puisque ce sont les travailleurs eux-mêmes qui portent le poids du financement de ces mesures. Ce n'est que si nous travaillons plus, que le gouvernement daignera débloquer les fonds de compensation à partir des taxes imposées aux entreprises. D'un autre côté, le montant de la compensation, égal pour tous, ne prend pas en considération les difficultés financières de certaines familles particulières les plus touchées. Le plan d'austérité, dans le contexte d'un taux d'inflation prévu de 50%, prouve que le but réel de cette politique des prix est de drainer la monnaie de la poche des citoyens. Enfin, la mesure de compensation salariale est rattachée à l'indice central des prix qui ne reprend que la moitié des biens de consommation, alors que les prix des autres produits croîtront encore davantage.

4. Les groupes sociaux les plus faibles et vulnérables, comme les personnes âgées et les familles nombreuses, seront encore plus sévèrement affectées. Les travailleurs des grandes entreprises industrielles ont assez de poids pour se défendre eux-mêmes; mais la solidarité exige que nous soutenions les plus faibles.(...)

5. L'inflation ne sera pas vaincue en vidant les poches des travailleurs mais en augmentant la production et en diminuant les coûts. Aussi, les compensations salariales ne sont pas un moyen d'abaisser les coûts de production; cette baisse doit être obtenue par une réduction des pertes, une augmentation de l'efficacité, un développement des mécanismes de marché et des coupes

dans la gigantesque bureaucratie.

6. Toutes les décisions de hausses des prix et de compensation ont été prises sans authentiques consultations sociales. (...) Les discussions menées avec les néo-syndicats officiels (OPZZ) n'ont été qu'une farce. Oubliant les leçons de l'histoire, les autorités créent leurs propres partenaires pour discuter. De telles pratiques les ont amenés dans le passé au bord de la catastrophe. Cette fois, le mécontentement général peut forcer les autorités, plus tôt qu'elles ne l'imaginent, à rechercher un compromis avec les authentiques représentants sociaux, NSZZ "Solidarnosc", sans lequel il ne peut y avoir ni pain ni liberté".

LES INSTITUTEURS et les enseignants en général, constituent un des groupes sociaux sur lesquels le pouvoir porte toute sa vigilance. Après la proclamation de l'état de guerre, des milliers d'entre eux furent licenciés, sanctionnés ou rétrogradés pour la simple raison qu'ils ne satisfaisaient pas aux critères idéologiques. Ainsi, Elzbieta Jedrzejczuk, instituteur de Siedlce, qui en janvier 1982, malgré 19 ans d'expérience, fut suspendue et ensuite, après avoir été entendue par une commission disciplinaire, déplacée dans une autre école. En décembre 1983, elle fut arrêtée sous la prévention "d'activités anti-état", interdite d'enseignement et enfin, licenciée pour "avoir caché le fait qu'elle fut amnistiée". Depuis, toutes ses tentatives pour retrouver son emploi sont demeurées vaines; les directeurs d'écoles rejettent ses appels avec des justifications absurdes ("le requérant pourrait commettre le même délit", "manque de qualifications et conflits avec les parents et les élèves", "pas de disponibilité", etc). Finalement, le Ministère de l'Éducation a donné la véritable raison de son licenciement, en indiquant "qu'idéologiquement, elle ne convient pas pour la profession d'instituteur". E. Jedrzejczyk a alors sollicité l'intervention de l'ombudsman récemment nommé, le prof. Ewa Letowska, où elle s'est sentie comme "une prévenue faisant l'objet d'un interrogatoire". Qui alors peut aider les instituteurs poursuivis pour des raisons idéologiques? Le cas de Anna Urbanowicz de Skierniewice, qui s'est trouvée dans une situation similaire, apporte peut-être une réponse: des syndicalistes de Suisse, France et Hollande sont intervenus en sa faveur et A. Urbanowicz a retrouvé sa licence d'institutrice.

HANNA Lukowska-Karniej, militante de "Solidarité Combattante", arrêtée le 9 novembre 87 avec K. Morawiecki, a été condamnée le 9 janvier dernier à trois mois de prison pour possession de publications clandestines. Comme elle avait été arrêtée sous une autre prévention (possession de papiers d'identité falsifiés) pour laquelle elle sera jugée plus tard, les deux mois de détention préventive ne sont pas comptabilisés. Le parquet a également rouvert une instruction abandonnée par l'amnistie de 1984, où A. Lukowska-Karniej faisait l'objet de poursuites pour activités séditionnelles. En janvier, sa fille a pu lui rendre visite; ses conditions de détention sont déplorables (cellule sale et non chauffée, pressions psychologiques des gardiens, pas de colis personnels, courrier censuré).

"CDN-LA VOIX du travailleur libre", hebdomadaire clandestin, a publié un article sur la sécurité du travail. "La sécurité du travail n'a jamais été une préoccupation majeure de l'employeur socialiste; dans les usines, les exemples sont nombreux: les protections acoustiques qui assourdissent plus qu'elles ne protègent, les salopettes qui se décompensent au premier lavage. La récente coûteuse campagne de prix menée sous des slogans de réformes marginalise davantage encore la question de la sécurité du travail. Rien d'étonnant donc que tout travailleur quittant les Aciéries de Varsovie, juge que sa santé est plus importante que de médiocres salaires. Puisque la situation est si grave, les données statistiques doivent être manipulées. Ainsi, selon les sources officielles, la sécurité du travail en Pologne est réellement admirable, les accidents sont rares et seuls des incidents imprévisibles noircissent le tableau. Bien que le code du Travail oblige les entreprises à relever précisément les violations de la sécurité du travail, les directions d'usine ignorent les accidents et minimalisent leurs responsabilités. Pourtant, même les statistiques officielles indiquent que chaque année, 170 travailleurs sur 10 mille sont victimes d'accidents graves, dont un mortel. Un regard sur les statistiques antérieures montre que l'année 1981 fut de ce point de vue particulièrement sombre. Cela fut dû non pas à l'aggravation des conditions de travail mais bien à la précision des données recueillies pendant la période légale de NSZZ "Solidarnosc". De plus, les victimes nourrissent l'espoir qu'une analyse correcte des accidents évitera leur répétition à l'avenir. Les sociologues soulignent que les travailleurs considèrent la sécurité comme un élément de la morale du travail, une condition de la dignité du travailleur. Malheureusement, les dernières années ont marqué un recul de cette approche; les ouvriers veillent davantage à recevoir des compensations salariales qu'à rechercher les causes d'accidents.

L'Institut de la Sécurité du Travail a identifié les dangers majeurs sur les lieux de travail: l'équipement électrique (15% de tous les accidents), les moyens de transports ferroviaires (10%), les murs et poutres (8%). Un accident, cependant, n'est pas seulement un incident mais aussi une conséquence de circonstances spécifiques comme un manque de contrôle ou une insuffisance d'équipement de sécurité, une mauvaise coordination et gestion, des machines non-testées, un personnel non-qualifié et enfin, un mépris des règles de sécurité. Comme les commissions d'entreprises fixant les règles de sécurité sont composées du directeur, du responsable officiel de la sécurité du travail et de l'inspecteur social du travail, il est clair que l'intérêt de l'entreprise passe avant celui des victimes. Il pourrait en être autrement. Si les pertes dues aux accidents touchaient d'une manière substantielle la situation financière de l'entreprise et si l'augmentation du rendement par de meilleures conditions de sécurité était considérée comme une exigence, une convergence d'intérêts interviendrait naturellement. Des études indiquent, pourtant, que les travailleurs tendent à tolérer trop facilement d'évidentes infractions à la sécurité et à accepter trop passivement les arguments de la direction, qui déclare impossible d'améliorer la situation. Consciemment ou non, ils acceptent de jouer "à la roulette russe" avec leur santé. Ce risque est amplifié par la prolongation de la durée de travail normale de 8 heures (45% des travailleurs prestent régulièrement plus de 10 heures par jour), la fatigue, l'anxiété, une santé déficiente - facteurs d'accidents. Il y a encore l'alcool, cause directe de la moitié des accidents. Si les travailleurs soulignent les difficultés pesant sur leur environnement de travail - mauvaises conditions de travail (31%), bas salaires (24%), atmosphère nerveuse (20%), manque de pièces (13%), troubles de santé (12%) -, ils ne sont pas pleinement conscients de leur impact potentiel sur les accidents de travail. Une telle dégradation et une telle altération du travail sont la manifestation de l'évolution de la classe ouvrière dans le socialisme réel. La libération des travailleurs ne peut être obtenue que par les travailleurs eux-mêmes."

*_*_*_*_*

LA CULTURE EN CRISE: Parmi les pays socialistes, la Pologne a le plus faible taux de diplômés, la plus faible part du budget consacré à l'éducation, la plus basse publication de livres et journaux, tandis que l'infrastructure culturelle telle que cinémas et librairies est pour l'essentiel dans un état désastreux. Deux phénomènes - la chute radicale du nombre d'étudiants dans le supérieur et la baisse de la lecture - sont symptomatiques du malaise général. Les statistiques sont claires: en 1980, 452 mille étudiants suivaient un enseignement supérieur, en 1985, ce nombre est tombé à 340 mille et en 1986, à 335 mille. La Commission Nationale Educative, indépendante et clandestine, a désigné la situation socio-politique du pays comme la principale responsable de cette évolution. Dans les faits, pour la plupart des licenciés, un diplôme universitaire n'a plus grande valeur; on connaît nombre de physiciens ou d'ingénieurs reconvertis dans l'agriculture ou l'artisanat. Ainsi, une ressource nationale inestimable est gaspillée. Dans l'édition, la donnée statistique attribuant six livres publiés par habitant, ne reflète en rien puisque une grande part

des ouvrages publiés par le monopole d'édition sont bien vite réutilisés comme papier recyclé. Bien des livres, comme les manuels scolaires ou universitaires, sont pratiquement indisponibles. Seuls les prix sont en hausse: en huit ans, le prix des livres a augmenté de 600%; alors que la taxe sur l'édition est passée à 65%.

UN GROUPE DE 30 intellectuels (dont l'ancien recteur de l'université de Varsovie, le prof. Samsonowicz), a adressé une pétition à la Diète Polonaise (le Parlement) demandant des garanties légales du droit d'association. "La crise en Pologne se poursuit, indiquent les pétitionnaires, et un de ses aspects les plus préjudiciables est le sentiment répandu de désespoir et d'inutilité de tout effort entrepris". Les signataires expriment la conviction qu'aucune amélioration ne sera possible si l'initiative indépendante sociale demeure brimée et si les autorités persistent à refuser à la société le droit de créer des associations indépendantes. Tout groupe social cherchant à s'organiser en vue de buts non contraires à la loi, devrait y être autorisé. La législation devrait prévoir les conditions per-

mettant une libre discussion du contenu et des erreurs du système politique et économique. Sur cette base, soulignent les pétitionnaires, un dialogue pourrait être mené entre ceux qui soutiennent le système et ceux qui jugent nécessaire de le réformer.

L'ETAT CATASTROPHIQUE du système de santé en Pologne est presque légendaire. Même les autorités ne nient plus que la situation a pris des proportions effrayantes. A de nombreuses occasions, NSZZ "Solidarnosc" a souligné combien la politique officielle entraînait la détérioration du système de santé, alors que la grave crise économique et écologique provoque une dégradation des conditions sanitaires. Face à cette situation, les responsables du syndicat ont constitué la Fondation Sociale de NSZZ "Solidarnosc", visant à subvenir aux besoins les plus urgents grâce aux dons de l'étranger. En général, le système de santé polonais est caractérisé par une pénurie cruelle de tout, sauf de patients. Du fait du manque de certains anesthésiques, des opérations chirurgicales doivent être reportées. Les patients nécessitant des soins, sont tenus de combler eux-mêmes certains manques (des bandages et sparadraps aux seringues et antibiotiques qui font défaut dans les hôpitaux et les cliniques). Il est quasiment impossible de se procurer des vitamines dans les pharmacies. L'aide médicale caritative et les dons de l'étranger sont vitaux pour éviter une dégradation plus profonde encore du système de santé polonais. Dans ces conditions, la santé en Pologne est devenue un privilège; pour en bénéficier il faut se procurer au marché noir, contre des devises étrangères, les médicaments indispnibles sur le marché.

Les conditions dans les hôpitaux sont également déplorables. Les pots-de-vin sont fréquents et nécessaires pour obtenir un lit, de même que la patience dans l'attente des soins. Récemment la presse catholique officielle a publié une interview du Dr Roza Nowotna-Walcowa, d'un hôpital de Varsovie, qui reconnaît que dans son souvenir, la dernière période où le système de santé était bon en Pologne, c'est l'avant-guerre. "Jamais plus, depuis, je n'ai revu d'hôpitaux propres, non-encombrés d'interminables réparations qui sont aujourd'hui une véritable souffrance pour les médecins et les patients. (...) Il y a quelque temps, dans cet hôpital, nous n'avons pas été autorisés à fermer le département d'ophtalmologie durant les réparations; aussi, les murs furent nettoyés et repeints en présence des patients. (...) La plupart des hôpitaux sont situés dans des bâtiments du siècle dernier ou du début de ce siècle, mais les nouveaux hôpitaux, dont la construction prend plus de 15 ans, sont de construction si défectueuse qu'ils nécessitent des réparations majeures dès avant leur ouverture. (...) En général, le système de santé se détériore et travailler dans de telles conditions entraîne un inconfort psychologique qui affecte également la qualité de notre service". Interrogée sur les causes de cette crise, le dr R. Nowotna-Walcowa souligne le fait que "le système de santé est appelé un service mais on le traite comme un patient pauvre; on y investit peu mais on en exige beaucoup. Aussi, de nombreux besoins ne peuvent être satisfaits". Dans ces circonstances, les médecins sont

placés devant des choix douloureux; qui soigner en premier? "Dans le département de dialyse rénale, nous avons fixé une règle stricte: chacun doit attendre son tour. Cela peut paraître cruel mais c'est le choix moral le plus juste: tous les patients sont égaux... Mais tous ne survivront pas."

RYSZARD BUGAJ, économiste et conseiller de NSZZ "Solidarnosc" a été interviewé par le journal clandestin "La Voix libre de Ursus"; voici quelques extraits de cet entretien. Question: En relation avec tant de limitations idéologiques et politiques, une réforme est-elle réellement possible? Réponse: A mon sens, les limitations actuelles ne sont pas idéologiques; ce qui compte, ce sont les intérêts du pouvoir et, à un certain degré, ceux des ouvriers et des consommateurs. La crise économique ne contribue certainement pas aux réformes. Cependant, depuis quelque temps, le système est face à une alternative: la réforme ou l'effondrement total. Les réformes demeureront, c'est très possible, bloquées mais le système cherche à se sauver. Pour la société, la question de savoir si les processus de désintégration annuleront les réformes est importante. Je crois que malgré les oppositions entre la société et le régime, il existe une plateforme où leurs intérêts peuvent converger. Cela permet un certain optimisme. De plus, la compatibilité des éventuelles réformes en Pologne avec les changements en Union Soviétique est réelle contrairement au passé.

Q: Cette réforme n'est-elle pas du bluff? R: Les autorités ne sont certainement pas complètement convaincues de sa nécessité. Pourtant, du fait de la situation en Urss et du danger d'une chute économique soudaine, elles sont moins résistantes au changement. Si elles doivent admettre que la réforme est impossible sans démocratisation, cela ne signifie pas qu'elles se hâteront d'établir la démocratie. La liaison des hausses de prix au programme de réforme est cependant très inquiétante.

Q: Quel devrait être le contenu d'une véritable réforme? R: Avant tout, deux éléments traditionnels du système devraient être éliminés: le système économique centralisé de répartition directive qui empêche les mécanismes du marché et le caractère autoritaire du système politique. Sans conseils autogestionnaires indépendants, associations sociales indépendantes, pluralisme syndical, libre opinion publique, élections authentiques au niveau local au moins, aucun environnement socio-politique propice au fonctionnement économique rationnel ne pourra émerger.

Q: Quels sont les dangers de la réforme? R: Le plus grand risque consiste en la spirale inflationniste, mais l'aspect politique joue également un rôle crucial. Si les changements démocratiques s'avèrent illusoires, la réforme perdra toute crédibilité. La société suspectera les autorités de garder les pleins pouvoirs alors que la population doit payer la note. Un tel climat social ne favorisera pas l'acceptation des difficultés qui naîtront de l'étape initiale de la réforme. A mon sens, tout dépendra de savoir si la population croit à l'authenticité des changements proposés. Dans le passé, la population a déjà perdu confiance en tout.